

REVUE DE PRESSE Samedi 10 février 2018



L'infographie

Plutöt pessimiste

Très pessimiste

2%

Ne se prononcent pas

21%

Diriez-vous que vous êtes très, piutôt, piutôt pas

48%

Les salariés pessimistes sur leurs perspectives professionnelles



Plutöt pessimiste

Très pessimiste

Ne se prononcent pas

vont améliorer votre pouvoir d'achat ? Ne se prononcent pas

Pensez-vous que les différentes mesures



Vous ne seriez pas volontaire pour y participer et refuseriez d'en faire partie

Sondage BVA réalisé sur un échantillon de 565 salariés du secteur public et privé, du 23 au 24 janvier 2018 par internet.

51%

5 km de bahuts parqués sur la 141

- Des centaines de camions ont été «stockés» hier après-midi sur la RN141
- La précaution des services de l'État a provoqué la colère La neige n'a pas fait que des heureux.

Amandine COGNARD

comme des anialors gu'il n'y a même pas de neige et aurait totalement pu rouler!». Hier après-midi, la colère et l'incompréhension dominaient derrière les volants des centaines de camions bloqués à partir de midi sur la RN141 dans le sens Angoulême-Limoges, entre Taponnat et Chasseneuil.

La décision a été prise par les services de l'État dans le cadre du Plan Intempéries Sud Ouest (Piso), déclenché pour la dernière fois en Charente en novem-bre 2010. Les poids lourds de plus de 7,5 tonnes ont également été stoppés en Haute-Vienne et dans la Creuse, sur l'autoroute A20 et la RN 145. À Chasseneuil, l'aire de stockage peut contenir jusqu'à 550 camions. «Il fallait surtout éviter que les poids lourds n'atteignent les routes glissantes et en-neigées du Limousin où la situation a été très difficile avec plusieurs accidents», soulignait hier soir la préfecture de la Charente.

«Ni restaurant,

Le blocage préventif a été levé vers 17 h 50, les chauffeurs repartant au compte-gouttes. La fin d'une attente durant laquelle les professionnels de la route ont été privés d'informations. «On nous a dit jusqu'à demain matin, peut-être plus», s'inquiétait Stéphane, 43 ans, employé d'une société bordelaise. Il devait rejoindre Saint-Junien pour récupérer sa voiture. «Mes deux filles de 10 et 15 ans vont m'attendre à la maison. Il faut que je trouve un moyen de les faire garder, mais ça bien sûr, les autorités s'en fichent»

D'une cabine à l'autre, le même



euil, s'étendait sur plusieurs kilomètres.



ras-le-bol. «C'est une véritable prise d'otages. On est des professionnels, on connaît la route, la neige, le verglas... Si on juge que c'est dangereux, on s'arrête dans un routier ou dans un endroit où il y a des sanitaires, mais là, il n'y a rien autour, on est parqués alors que ce n'est même pas justifié», estime Salem, 59 ans dont 38 ans de métier, qui rentrait au bercail, à Belfort, en Franche-Comté,

«Je suis bloqué alors que je n'étais qu'à 30 minutes de mon point d'arrivée, à Saillat, près de Chabanais», se désespère Florian Dubois, 28 ans, parti pour un aller-retour à Royan ramener du carton. «Je n'ai qu'un paquet de

gâteaux et une bouteille d'eau, pas même une couverture», s'inquiétait le ieune chauffeur.

aTrois flocons, on bloque touts

C'est surtout complètement idiot, la route n'est pas glissante, il ne gèle pas, peste Patrick Fèvre, 60 ans, routier parti à la semaine, qui rentrait, chargé de bois, à Chalon-sur-Saône. Si au moins on nous avait avertis en amont... J'aurais pris un autre itinéraire, je ne suis déjà chez moi que le week-end, et on m'empêche de rentrer»

Le Confolentais pris par surprise hier, attention au verglas partout ce matin!

de matinée glacial mais sans nuage, la surprise a été totale quand, vers 11 heures, d'énormes flocons se sont mis à tomber. Au point de déposer une jolie couche blanche jusqu'en fin Vers 14h30, alors que la neige

redoublait, le maire de Confolens Jean-Noël Dupré a pris la décision de demander aux deux écoles maternelles et à l'école primaire de faire le nécessaire pour que les parents d'élèves viennent chercher leurs enfants avant l'heure prévue. Il a également libéré le personnel municipal dès 15 heures pour que chacun regagne son domicile. «Heureusement, J'étais à la maison alors je suis venue d'Esse dès que l'on m'a prévenue», raconte Eloïse Pagnoux, venue chercher Louan à la maternelle Chantefleurs, avant de

foutre de nous, souffle Stéphane. Eux, avec 5 mètres de neige, ils réussissent à rouler, nous dès qu'il y a trois flocons on bloque tout. Ils devraient plutôt anticiper, sabler correctement et nous laisser, nous, faire notre boulot». «On a des clients, des délais de livraison à respecter, des frais en cas de re

Pierre-et-Marie-Curie. Une heure avant l'horaire habituel. De son côté, Raphaël a profité de ces premiers et prématurés instants de vacances pour se livrer à une belle bataille de neige sur le Pont-Vieux de Confolens avec sa maman Sarah Baron. Qui s'interrogeait surtout sur son départ en vacances ce samedi matin: «On doit partir chez ma sœur, mais avec le verglas annoncé cette nuit, ce n'est pas gagné...». Verglas redouté ce matin. Hier le Département a engagé douze saleuses sur les routes départementales, dans le Nord et l'Est de la Charente. Des équipes qui vont rester vigilantes. Des températures de -4 à -6° étaient attendues cette nuit sur le département faisant redouter l'apparition de verglas un peu partout.

tard... Ça va nous être remboursé ça?», renchérit Matthieu Abt, en route pour l'Alsace. Lui et son patron s'apprêtaient à sortir de la nationale pour déjeuner quand le blocage a commencé.

À 18h ils n'avaient qu'une hâte: «Pouvoir enfin trouver un endroit



nes s'est renversé dans le fossé entre Chirac et Exideuil



C'est à L'Arbre, village le plus haut de Charente qu'il y a eu le plus de neige.



Carte scolaire

Rien ne change malgré les protestations des parents



Les parents de l'école des Eaux-Claires à Puymoyen sont venus devant la Préfecture à Angoulème pour protester contre la fermeture d'une classe l'an prochain.

Photo Quentin Petit

uymoyen en colère !» Devant les grilles de la Préfecture de la Charente, à Angoulême, ils étaient une quinzaine hier à manifester. Les parents d'élèves de l'école des Eaux-Claires de Puymoyen ont voulu frapper deux fois pour protester contre la fermeture d'une classe: ils ont bloqué une classe toute la journée (lire page 10) avant d'aller faire du bruit à 17h devant la Préfecture où se tenait hier le comité départemental de l'Education nationale (CDEN). Tout au long de la semaine, dans beaucoup d'écoles charentaises où une classe devait fermer, les parents d'élèves ont manifesté. Mais rien n'y a fait: aucun ajustement n'a été annoncé hier soir à l'issue du CDEN (lire CL de mardi). Au menu de la rentrée prochaine donc: 18 fermetures de classes, 6 fermetures d'écoles, contre

4 ouvertures de classe et la création de 5 postes de remplaçant. Et un poste en moins pour la Charente au total. «Avec une baisse prévue de 222 élèves à la rentrée 2018, le département doit rendre un poste», synthétise l'Inspection académique dans un communiqué. De leur côté, les syndicats, dont le boycott de mardi avait entraîné l'annulation de l'instance, dénoncent un manque de concertation. «On a aussi soulevé la question du calendrier: tout a été bouclé en trois semaines alors que normalement, on a deux mois pour travailler à la carte scolaire», regrette Alain Héraud du Snes-FSU. La prochaine étape se jouera en juin. «On a attiré l'attention de la directrice académique sur un certain nombre de points et on espère bien que ses positions évolueront», dit de son côté Richard Gazaud de l'Unsa.

CHARENTE

Une journée d'échanges sur l'épilepsie à l'hôpital d'Angoulême lundi

Lundi 12 février, c'est la journée internationale de l'épilepsie, la deuxième pathologie neurologique la plus fréquente en France. On estime officiellement à 600 000 le nombre de patients de tous âges atteints d'une forme d'épilepsie, qui dans 30% des cas est résistante aux traitements.

La délégation inter-départementale Charente, Charente-Maritime et Deux-Sèvres d'Epilepsie France, en collaboration avec le service de neurologie du centre hospitalier d'Angoulême, sera présente dans le hall Nord de l'hôpital lundi de 10h à 17h. Tous les usagers et professionnels sont invités à échanger.

 ■ Contraint par ses finances et l'évolution des besoins, le principal acteur social cognaçais se réorganise
 ■ Le processus s'accompagne de remous internes.

L'Aserc veut se réorganiser pour assurer son avenir

Marc BALTZER m.baltzer@charentelibre.fr

'Association socio-éducative de la région de Cognac (Aserc) a des atouts, mais également «des fragilités importantes» qui nécessitent de «réinterroger [le] projet» du premier acteur social cognaçais, en faisant des choix. Et par conséquent, de lancer un chantier d'importance, avec entre autres une réorganisation des services. Mais aussi une analyse financière «avec plan de redressement».

99

L'association n'a pas les fonds de fonctionnement et d'investissement suffisants.

Car «l'association n'a pas les fonds de fonctionnement et d'investissement suffisants pour assurer pleinement les missions fondamentales de ses services dans les cadres réglementaires et institutionnels de ses financeurs.»

Les conclusions du diagnostic interne rendu en novembre dernier



La directrice de la structure, Sandrine Papon, a réalisé un diagnostic pour répondre aux interrogations des financeurs. Photo archives CL

par la directrice de l'Aserc, Sandrine Papon, sont claires et le contenu du rapport très détaillé. Les partenaires publics de l'association ont apprécié la franchise du propos et «la qualité de ce travail», rapporte Marianne Reynaud-Jeandidier, adjointe aux solidarités à la ville de Cognac et relais de la commune auprès de l'Aserc. Après l'arrivée de la directrice, en oc-

tobre 2016, la commune avait organisé avec la Caisse d'allocations familiales (CAF) – les deux plus gros financeurs de la structure avec l'État et le Département –, un grand tour de table. Au cours duquel les partenaires financiers se sont questionnés sur la capacité de l'association à s'inscrire dans le temps et à s'adapter aux nouveaux besoins sociaux.

En réponse, la directrice a donc fourni cette analyse, qui met les pieds dans le plat en reconnaissant la nécessité de changements profonds, plan d'action à l'appui.

Se concentrer sur certaines missions

Un tournant, alors que les interrogations sur l'Aserc sont anciennes. Née en 1974 à l'initiative de travailleurs sociaux de plusieurs services et administrations, la petite structure est devenue un paquebot, avec 74 salariés et un budget qui dépasse les 2 millions d'euros.

Et surtout des missions qui se sont multipliées avec les années: centres sociaux, accompagnement parental, formation, lutte contre les violences conjugales, hébergement de personnes en difficulté... Et même, depuis 2016, l'accueil et l'orientation de migrants. Au risque de s'être dispersé au détriment des actions de base, alors que les sources de financement se sont contractées. La redéfinition du projet de l'association socio-éducative intéresse la Ville au premier plan, qui aura son mot à dire en tant que financeur. «L'Aserc est un outil social majeur de Cognac et tout ce qu'elle fait, ou ne fait pas, nous intéresse, confirme le maire Michel Gourinchas. Nous voudrions qu'elle se concentre sur certaines missions: une présence en bas des cages d'escaliers, la parentalité, la prise en compte des discriminations et la lutte contre l'illettrisme.»

La Caisse d'allocations familiales, quant à elle, devra valider le projet social de l'Aserc à la fin de l'année, afin de renouveler les agréments des trois centres sociaux. Du côté de l'association, les travaux sont en cours. Ni la directrice, ni le représentant de la CAF auprès de l'Aserc n'ont souhaité s'exprimer sur ce sujet délicat.

Une démarche qui provoque des tensions

Selon plusieurs sources concordantes, le début de la réorganisation des services de l'Aserc s'est accompagné de vives tensions internes, qui se sont manifestées par plusieurs arrêts maladie ces derniers mois. En cause, un management «au bulldozer», d'après l'expression d'un proche de la structure, appliqué par la direction à un personnel avec souvent une grande ancienneté et des habitudes de fonctionnement bien ancrées. L'autorité et le tempérament

volcanique de la directrice, Sandrine Papon, sont pointés par les mêmes sources. Contactée au sujet de son diagnostic, cette dernière n'a pas souhaité répondre aux questions de CL. «C'est un document interne qui ne regarde pas le journal [...] Je ne vous autorise pas à en parler [ni] à contacter le personnel sans mon autorisation», a t-elle réagi avec colère, ne laissant pas l'occasion d'évoquer la question des relations entre la hiérarchie et une partie des salariés.

| CHÂTEAUBERNARD



Murielle Chauvet raconte aux mômes «Le roi se sauve».

Photo CL

Carnaval à l'Heure du conte de la médiathèque

es gamins avaient fabriqué leur masque la semaine dernière (lire CL de mardi), ils sont revenus avec pour écouter les contes de carnaval, et certains se sont même déguisés pour l'occasion. Murielle Chauvet aussi avait passé son déguisement, pour leur raconter l'histoire de ce roi qui se sauve durant le

carnaval, ou de Petit ours qui veut absolument se déguiser avec une robe rose et des cheveux blonds. Et après «le carnaval de la savane», toute la petite troupe, entraînée par un air de musique antillaise, est partie en farandole à travers la médiathèque, transformée un instant en piste de danse endiablée.

SALLES-D'ANGLES

Ordre du jour varié au menu du conseil municipal

Le conseil municipal de Sallesd'Angles s'est réuni mercredi. Avec plusieurs sujets à l'ordre du jour.

- Aménagement du bourg. Pour la mise en place de la troisième tranche de travaux, Robert Guilloton, le maire, propose du béton lavé pour les trottoirs et espaces piétonniers.
- Implantation de la station de lavage. Les plans seront soumis à l'architecte des bâtiments de France. À la fin du mois, début des travaux d'eau, d'électricité, d'assainissement.
- PLU. L'enquête publique sur le plan local d'urbanisme (PLU) débute le 27 février et sera suivie par Grand Cognac. Des permanences seront assurées à la mairie les 2, 12, 21 mars de 16h à 19h. L'enquête sera finie le 30 mars de 14h à 17h à Grand Cognac. Le PLU devrait être accepté en octobre.
- Incivilités. Des incivilités nombreuses sont constatées autour de la salle polyvalente et zone du Pont-

Neuf, où régulièrement sont déposés des sacs de déchets. Calitom sera contacté afin de disposer des bacs récepteurs et prendre des dispositions pour identifier les auteurs et envisager des sanctions.

- Voisins solidaires. Le maire informe que suite à son entretien avec la gendarmerie, une opération «voisins solidaires» est programmée. Une réunion publique d'info aura lieu à la salle polyvalente.
- Divers. Deux cas de flavescence dorée ont été recensés sur le C709 vers «Les Ormeaux» et le ZC47 à «Loumat». Un institut de beauté ambulant, souhaite proposer ses services dans la commune. Un rendez-vous sera pris avec la personne concernée. Le déplacement à Willerwald, la ville jumelle, se fera du 9 au 13 mai, 28 habitants y participeront. Une subvention exceptionnelle de 1.500 euros sera votée.



5 places* pour GRISELIDIS

Théâtre

Mardi 27 février à 20h30 Le Castel Châteaubernard

 Attribution des places par tirage au sort, un gagnant par foyer.





GAGNEZ 1 CANNE À PÊCHE*

Le lot sera à retirer uniquement le samedi 17 février de 9h à 19h au magasin PÊCHE ET LOISIR 16 20, bd Poitou-Charentes - Angoulême

* Attribution de la canne à pêche par tirage au sort

Merci de retourner ce coupon en cochant votre ou vos choix à: Charente Libre - Département Commercial BP 30631 - 16340 L'Isle-d'Espagnac avant le:

MERCREDI 14 FEVRIER 2018

■ PECHE ET LOISIR 16 Canne à pêche

SAMEDI 17 FEVRIER 2018

■ GRISELIDIS - Théûtre

Mardi 27 février - 20h30

Le Castel - CHATEAUBERNARD

Nom		
Prénom		
Adresse		
Code postal		
Tél. (obligatoire)		
	(e)	



L'objectif des 500.000 apprentis, fixé il y a des années, n'a jamais été atteint. On en dénombrait 421.700 en 2017.

Photo archives AFP

Il sera possible d'être apprenti jusqu'à 30 ans

Le gouvernement a dévoilé 20 mesures pour attirer davantage de jeunes en apprentissage, misant sur les branches professionnelles pour en faire «une voie d'excellence».

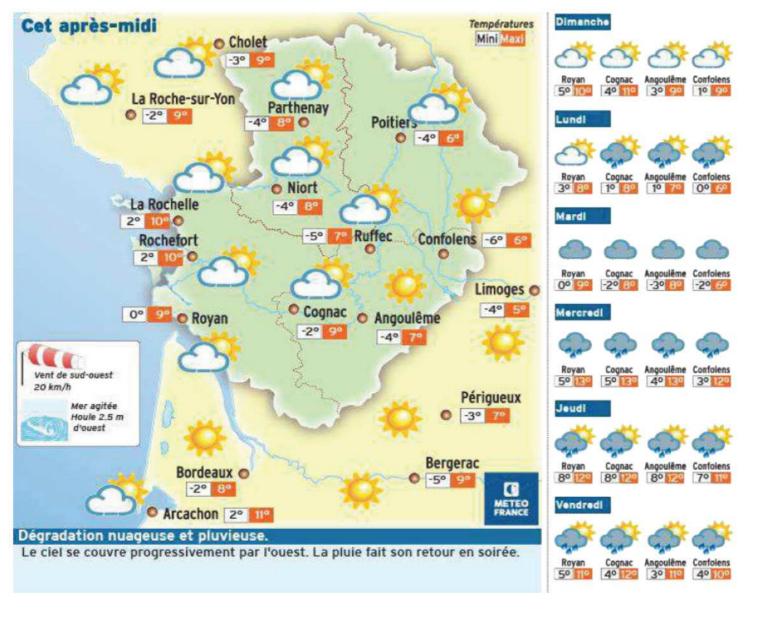
usqu'au bout, la réforme de l'apprentissage dévoilée hier par le Premier ministre Édouard Philippe aura donné lieu à d'intenses batailles, notamment entre le Medef et les régions qui ont aussitôt condamné un projet qui ne répond pas «aux véritables enjeux».

■ Simplification. Plusieurs mesures visent à assouplir les contraintes: suppression du passage devant les prud'hommes en cas de rupture du contrat, qui était obligatoire après 45 jours. La durée du contrat pourra être modulée selon le niveau de qualification de l'apprenti. L'arsenal d'aides sera unifié en une seule aide ciblée sur les niveaux bac et pré-bac et sur les TPE-PME. Les entreprises de plus de 250 salariés n'auront plus d'aide, alors qu'elles bénéficiaient jusque-là du crédit d'impôt de 1.600 euros.

■ Incitation et information. Tout apprenti d'au moins 18 ans bénéficiera d'une aide de 500 euros pour passer le permis de conduire. Les apprentis seront aussi mieux rémunérés: les jeunes de 16 à 20 ans toucheront 30 euros net de plus par mois. L'apprentissage sera ouvert jusqu'au 30° anniversaire (au lieu du 26°) et les apprentis de 26 ans et plus seront payés au minimum au niveau du Smic.

■ Financement. Une «contribution alternance» unique de 0,85% va remplacer une partie de la taxe d'apprentissage et la cotisation formation au titre de la professionnalisation.

Les régions, qui géraient jusqu'à présent 1,6 milliard d'euros au titre de la taxe d'apprentissage, ne bénéficieront plus que de 250 millions d'euros pour assurer l'égalité au sein des territoires. Elles conserveront également 180 millions, correspondant à ce qu'elles reçoivent aujourd'hui au titre de la taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques (TICPE), pour créer de nouveaux CFA.



L'hypermarché est-il vr aiment condamné ?

CONSOMMATION L'âge d'or de l'hypermarché – créé en France il y a plus de cinquante ans – semble terminé. Concurrencées par l'e-commerce,

les enseignes misent sur les rayons frais

DOSSIER RÉALISÉ PAR PASCAL RABILLER p.rabiller@sudouest.fr

lexandre Bompard? Le plan de transformation 2022 de Carrefour? Euh...jamais entendu parler » La stratégie de remise en rayon « bonnes affaires », déployée par le nouveau PDG de l'enseigne, n'est pas encore arrivée jusqu'aux oreilles de Bernard et Marcelle.

Pas sûr de toute façon que, dans le cas contraire, elle aurait freiné le chariot copieusement rempli que Bernard poussait mercredi demier, pendant que Marcelle s'affairait à replier minutieusement le ticket de caisse – de presque un mètre de long – dans son portefeuille.

Les comptes du ménage, c'est elle qui les tient. Et depuis cinquante ans, c'est dans les hypermarchés (1) qu'elle s'assure de les équilibrer au mieux tout en remplissant leur frigo. L'hyper? Ils sont fans. A contre-courant de la tendance actuelle.

1963: la France invente l'hyper

Toutes les analyses économiques montrent que, depuis au moins dix ans, les clients, comme Marcelle et Bernard, sont de moins en moins nombreux à pousser leurs chariots dans les hypers français. C'est pourtant dans l'Hexagone, que ces magasins taille XXL ont été inventés.

Les Américains ont créé les supermarchés, les Français, l'hyper. C'était en juin 1963, à Sainte-Geneviève-des-bois, au sud de Paris. C'est Carrefour qui est à l'initiative de ce qui fut une révolution en matière de consommation, au moins jusqu'à la fin des années 90.

Les décennies se suivent mais ne se ressemblent pas. L'enseigne pionnière de ce modèle de magasin doit aujourd'hui tailler dans ses effectifs et ses mètres carrés. 2 400 postes et 100 000 m² (soit 273 magasins Dia) vont disparaître.

Fréquentation en recul

La faute à l'explosion du ecommerce? À l'émergence des grandes surfaces spécialisées ? Aux scandales alimentaires qui ont remis le petit commerce et notamment celui des centres-villes dans le jeu ? À la montée en puissance des circuits courts? À la surabondance des mètres carrés ouverts ces deux dernières décennies ? Ou tout simplement au déni et à l'înertie d'une grande distribution, longtemps ultra-dominante et sourde aux évolutions des modes de consommation, et qui a tout misé sur sa puissance d'achat, ses prix bas et sur des espaces de vente déshumanisés où l'accueil et le conseil n'étaient pas des priorités ? Sans doute à tout cela en même temps.

Résultat, si les hypers conservent tout de même 44 % de parts de marché des circuits de distribution, leur fréquentation est en recul. Après plusieurs années d'érosion, elle a encore plongé de 4 % l'an dernier

L'alimentaire résiste

Le chiffre d'affaires des rayons non alimentaires s'effondre. Il représentait 26,4 % du chiffre d'affaires annuel d'un hyper en 2010, il ne pèse plus que 19 % aujourd'hui. Les rayons hygiène, parfumerie et

L'hypermarché adopte aujourd'hui des codes qui sont ceux des commerces traditionnels beauté font de la résistance, mais c'est surtout du côté des produits frais, de l'épicerie et du rayon boisson, donc l'alimentaire qui pèse 81 % de son chiffre d'affaires, que l'hyper peut encore croire en l'avenir.

Et pour cela, il adopte des méthodes et des codes qui sont ceux des commerces traditionnels, voire des marchés. Et ça marche, car ces rayons sont les seuls à progresser encore en hypermarché.

« Apparaître plus marché que hyper » dans la tête des consommateurs-ambition affichée par le directeur de l'hyper Carrefour de Bègles (lire ci contre) -, c'est le nouveau challenge des dirigeants des géants du commerce français.

Finde la course au gigantisme

Des géants aux pieds d'argile car il apparaît clairement au fil du temps que les plus de 10 000 m'sont les magasins qui souffrent le plus. Les différents PDG des enseignes n'hésitent plus à remettre en cause leur modèle historique. La course au gigantisme avécu. Le superlatif n'est même plus de mise.

Auchan prépare, pour 2019, un nouveau concept de magasin. On n'en sait pas beaucoup plus sinon que le mot hyper devrait disparaitre de son champ lexical.

(1) Unhypermarchéest unpoint de vente dont la surface de vente est supérieure à 2 500 m' et qui propose un assortiment à dominante alimentaire.



« Plus un marché qu'un hyper! »

BÈGLES Vincent Collard dirige l'hyper Carrefour. Il entend reconquérir les clients grâce aux rayons frais

À la tête de l'hypermarché Carrefour de Bègles (380 salariés, 12 500 m²) depuis un an, Vincent Collard décline les objectifs du groupe. Ce demier entend notamment réformer et adapter les hypers en perte de vitesse. « Sur les secteurs qui sont les plus attaqués par le e-commerce, ou le commerce spécialisé, nous devons développer une stratégie adaptée. Dans le rayon électroménagers, photo, cinéma et son - qui ne représente plus que 4% de notre chiffre d'affai-res total - le fait de pouvoir présenter aux clients plus de 4 000 références non présentes dans le magasin, via des tablettes, peut relancer ce secteur. Je crois aussi à la stratégie omnicanal, le e-commerce, le drive, qui ne représente que 6 % de notre chiffre d'affaires actuellement, mais aussi à la livraison que nous allons relancer dans les semaines qui viennent ».

Plus de bio, plus de frais

Une stratégie qui vise à augmenter le panier moyen du client, qui plafonne à 55 euros, et qui repose aussi sur un retour aux produits frais. « Nous devons devenir le leader de la transition alimentaire » plaide-til, en paraphrasant Alexandre Bompard.

« Nous avons augmenté de 30 % la taille de notre rayon bio. Nous devons redevenir un acteur majeur du commerce des produits frais. Nous devenons plus un marché qu'un hyper! Nous avons réorganisé l'espace frais et nous allons encore l'agrandir bientôt » assure le directour.

Des « efforts » mal connus ?

Confronté à l'érosion des ventes dans certains rayons, l'hyper concentre ses efforts sur les aliments frais. « Nous avons recruté 14 personnes, ces derniers mois, sur ces rayons. Notre boucherie traditionnelle achète ses bêtes; notre boulangerie fait son pain; nous réalisons de plus en plus nos pàtisseries, et notre poissonnerie propose chaque jour des produits issus de la criée d'Arcachon. Les clients apprécient. Nous préparons aussi de plus en plus de plats cuisinés. .. Nous faisons des efforts qui ne sont pas encore assez valorisés. Les tables ron-



Vincent Collard : « Il y a un décalage entre nos efforts et la perception des clients. »

des de consommateurs organisées chaque mois id, nous permettent de réaliser qu'il y a encore un décalage entre nos efforts et la perception des clients. Nous nous adaptons à l'attente des consommateurs... mais il faut maintenant que nous leur fassions savoir. »

3 QUESTIONS À ...

Olivier Dauvers

Expert grande consommation

Est-ce la fin del'hypermarché?

Non, en fait, avant de juger de la fin ou non de l'hyper, il faut d'abord préciser que c'est l'ensemble de la consommation qui recule en France depuis des années. Le e-commerce représente 82 milliards d'euros de chiffre d'affaires. Il grignote sur tous les secteurs, pas seulement sur celui de l'hyper. Les budgets des ménages ont évolué, leurs priorités aussi. Alors oui, dans ce contexte, les grands hypers souffrent plus que les autres formats de magasins. Dans un monde qui propose de nous livrer les courses à domicile, de remplir nos coffres de voiture... plus personne n'a envie de passer deux heures dans un très grand magasin. D'ailleurs, toutes les surfaces de plus de 10 000m² connaissent des difficultés. Si Leclerc s'en sort le mieux, c'est grâce à la taille moyenne de ses magasins qui se situe à 4 ou 5 000m2. Une fois qu'on a fait ce constat, on ne peut néanmoins parler de crépuscule pour l'hyper.

2 Leschiffressemblentdirelecontraire...

Oui, l'hyper de grande taille souffre et doit se réinventer dans tous les secteurs hors alimentaire, où il est très challengé aujourd'hui par l'ecommerce et sa très grande offre.



Dès les années 90, l'émergence des grandes surfaces spécialisées l'ont fragilisé. Bien que leur rentabilité baisse, les grands distributeurs français ne perdent pas d'argent. Certes, pour beaucoup d'hypers, la fréquentation recule de 4 à 5 % environ en moyenne, chaque année, mais dans l'alimentaire, justement, ses parts de marché continuent de progresser!

Finalement, c'est le marché au secours de l'hyper?

Sans doute. L'hyper, en dehors des rayons alimentaires et des produits d'hygiène, est devenu le « magasin de dépannage » pour toutes les autres familles de produits. C'est par le service, la découpe, les préparations de plateaux de fromage, de fruits de mer, et donc plutôt sur l'alimentaire, qu'il peut encore bâtir une stratégie de reconquête. Toutes les enseignes du secteur développent des plans qui vont dans ce sens. Les produits frais sont le principal axe de reconquête des consommateurs, notamment les jeunes, qui boudent l'hyper.

Ceux qui y vont (presque) toujours

TÉMOIGNAGES

On le dit dépassé, moins adapté à nos vies, pourtant, l'hypermarché a toujours des adeptes

« Pour ma belle-mère, qui a plus de 80 ans, faire les courses dans son quartier situé dans le centre ville de Bordeaux, c'est physiquement impossible. Les trottoirs, les marches, la foule...lci, tout est de plain-pied, les allées sont larges. Du coup, nous faisons nos courses en hypermarché chaque semaine » explique Jean-Denis, la cinquantaine. Une corvée, selon lui, par rapport à ses habitudes de commerce de proximité. « Cet hyper, c'est ma seule vraie sortie de la semaine », témoigne Lucette. « Entre l'hyper et la galerie, je trouve tout ce dont j'ai besoin. Je dépense environ 140 euros par semaine.»

Pour Bernard et Marcelle, résidant à Floirac (33), c'est tous les mercredis, avec un panier de 100 euros. « Ce qu'on apprécie, au-delà du choix, c'est avant tout la propreté du lieu.»

Pour Aurélie, 30 ans, deux enfants, assistante maternelle dans la banlieue bordelaise, apprécie l'hyper de Bègles « pour le côté pratique ». « Et je trouve que le rayon bio est au niveau d'un magasin spécialisé en moins cher, note-t-elle. J'aimerais pouvoir aller plus souvent dans les petits commerces mais mes moyens ne le permettent pas. Je dépense chaque semaine 100 euros dans les hypers. Je ne suis pas forcément fidèle à l'enseigne, mais au format, oui.»

« J'aimes repères »

Tout le contraire de Stéphane, cadre trentenaire qui a, lui, ses habitudes. « J'aime faire mes courses dans un hyper où j'ai mes repères. J'y passe deux heures avec mon fils qui apprécie la balade en chariot. Je compare les prix. Je joue même à estimer ma note au moment du passage en caisse: ma marge d'erreur dépasse rarement les 5%!»

Le chariot d'Hélène, 29 ans, et de Romain, 30 ans, est plein à ras bord. La jeune femme doit accoucher très prochainement. « Nous ne sommes pas des grands fans, mais là, pour anticiper le manque de temps après l'arrivée de notre enfant, nous n'avons pas trouvé mieux qu'une expédition dans l'hyper du coin....»





Ceux qui n'y vont (presque) plus

« Je ne vais quasiment plus dans les hypers. Par manque de temps d'abord, et puis par choix » explique Sigrid, une quadra libournaise. « J'achète les produits laitiers, la viande et les légumes dans les commerces de proximité... Pour les produits lourds, l'épicerie, je privilégie le drive. » « Je ne vais pas plus d'une fois par an en hyper » assure Ethel, entrepreneure bordelaise. « C'est trop grand, trop tentant, trop impersonnel » ajoute t-elle. Charly, chef d'entreprise, a fait le choix du « tout drive » et ce, depuis cinq ans. « Je suis certain d'aller à l'essentiel, d'éviter tout superflu », estime-t-il. Marianne est responsable communication dans une coopérative : « Je ne vais plus en hyper pour des raisons pratiques. Je n'ai accès facilement qu'à des supermarchés et je trouve que leurs drives sont chers... Or, en achetant comme je le fais parfois aux producteurs, je ne réalise pas forcément que des bonnes affaires. Nous sommes nombreux à avoir plein de raisons de dénigrer l'hyper, mais il faut savoir que, selon le Secours populaire, 80 % des Français arbitrent leur panier alimentaire à 1 euro près. Pour eux, généralement, l'hyper n'est plus un choix... »

« L'hôpital n'est pas une entreprise »

Martin Hirsch, patron de l'Assistance publique-hôpitaux de Paris, dresse son diagnostic sur l'offre de soin et livre son plan de bataille pour l'améliorer le plus rapidement possible



Martin Hirsch est patron des hôpitaux de Paris depuis 2013. PHOTO MARTION BURRALI/AR

PROPOSRECUEILLIS
PAR PHILIPPE MINARD/ALP

e patron de l'AP-HP(1) imagine l'hôpital du futur, à Parisou en province. Le réorganiser pour y séjourner moins, le réconcilier avec la médecine de ville, protéger soignants et patients des algorithmes Google, tels sont les chevaux de bataille de Martin Hirsch. Son seul objectif: « Lutter contre les souffrances humaines».

« Sud Ouest » Qu'est-ce qui est le plus dur à gérer quand on est à la tête de l'une des plus grosses entreprises françaises publiques, au service de l'humain ?

Martin Hirsch L'APHP est grosse (NDLR:100 000 soignants, 10 millions de malades par an), mais elle n'est pas une entreprise. Et je ne pense pas qu'elle se «gère». Tous œux qui y travaillent ont une relation affective avec elle. On ne demande pas à son directeur général d'être son gestionnaire. Je considère que ma responsabilité est de la défendre, de la faire bouger et d'aider à remédier aux difficultés souvent anciennes que me remontent les équipes. Il y a une double angoisse à l'APHP: celle de l'immobilisme... et celle du changement. Je pense que l'immobilisme

est de loin le plus grand danger. C'est ce message que je porte.

Vous évoquez, dans votre livre (2), un argus des malades, autrement dit leur rentabilité...

Ce que je rappelle, c'est que la méde cine et l'argent n'ont jamais fait bon ménage, pour la bonne et simple raison que la vie n'a pas de prix. Mais les compresses, les machines, le personnel ont un coût. Il ya une tension permanente entre les besoins infinis et les moyens finis. Et il n'y aucun système de financement miracle, mais chacun a des effets pervers. Le système actuel pousserait à se concentrer sur les malades pour lesquels le tarif qui rémunère l'hôpital est le plus avantageux, s'il n'y avait pas une corde de rappel éthique. Concrète ment, cela se traduit chez nous par le fait de corriger le tir : nous avons beaucoup développé la chirurgie du rachis, sophistiquée, et nous avions du mal à prendre en charge, dans des délais convenables, les patients âgés avec une fracture du col du fémur. Nous nous sommes réorganisés pour qu'ils ne soient pas les « oubliés » du système.

Les investissements engagés et les résultats obtenus ne sont donc pas forcément liés ?

L'impact sur les vies humaines n'est

pas touiours lié aux investissements technologiques les plus coûteux. Je rappelle la mesure la moins coûteuse de l'histoire qui a sauvé beaucoup de vies. C'était du temps de Bernard Kouchner, ministre de la Santé : ne plus coucher les nourrissons sur le ventre a évité des centaines de morts subites par an. Et on reconnaîtra probablement dans un avenir proche qu'abaisser la vitesse à 80 km/heure est une mesure gratuite qui sauve de nombreuses vies. Un grand hôpital universitaire comme le nôtre doit s'intéresser autant aux grandes questions de santé publique qu'aux technologies. C'est pour cela que nous faisons, grâce à notre entrepôt de données desétudes inédites sur les effets de la pollution, par exemple.

Comment investir dans l'hôpital de dernain en faisant des économies « de bon sens » ?

Il faut investir pour que les patients

disposent de l'environnement le meilleur, des techniques les plus sûres et les équipes de meilleures conditions de travail. Il y a aussi des investissements énormes à faire pour la révolution numérique. Mais il faut cesser de se concentrer sur le nombre de lits d'un hôpital car, de plus en plus, on pourra soigner aussi bien à l'hôpital sans hospitaliser le patient. Fermer des lits, cela ne veut plus dire affaiblir un hôpital et priver la popu-lation de garanties. Dans certains de nos hópitaux, un quart des patients pourrait se passer de la nuit d'hospi talisation si nous pouvions leur pro-poser un hôtel, beaucoup moins cherqu'une nuit d'hôpital et que l'as surance-maladie pourrait donc pren-dre en charge tout en faisant des éco-

Votre cheval de bataille, c'est la réorganisation du travail? J'ai tant de chevaux de bataille que

BIO EXPRESS

1963: Naissance à Suresnes.

1988: DEA de neurobiologie

1993: Secrétaire général adjoint

1995 : Directeur de la pharmacie

et entrée à l'ENA.

du Conseil d'État.

des hôpitaux de Paris

2002: Président d'Emmaüs France.

2007 : Haut-Commissaire aux solidarités. 2010 : Président de l'Agence

du service civique.

2013: Directeur général de l'AP-HP.

cela pourrait occuper une écurie. L'un de nos grands défis, c'est de renouer avec l'esprit d'équipe avec des organisations où l'on se fait davantage confiance, où l'on peut prendre plus d'initiatives, où les professionnels coopèrent entre eux. Les médecins peuvent déléguer

Les médecins peuvent déléguer aux infirmières, ce qui rend le travail plus intéressant pour tous. De même que si l'on veut bien s'occuper de patients chroniques qui ont besoin d'une prise en charge organisée dans la durée entre leur médecin traitant et les centres spécialisés, il est temps de réconcilier la médecine hospitalière et la médecine de ville. Il faut donc inventer des mécanismes nouveaux.

Qu'est-ce qui bloque encore aujourd'hui?

D'abord les systèmes de financement, qui sont différents, ensuite les modes de rémunération : paiement à l'acte d'un côté, salariat de l'autre. Enfin, nous avons des cultures différentes et nous avons un passif. Ce qui change, c'est que désormais chacun sait qu'il a besoin de l'autre et sait faire un pas vers lui.

> « Il est temps de réconcilier la médecine hospitalière et la médecine de ville »

Onparle beaucoup de la collecte des données faite par les géants du Net. Constitue-t-elle une menace en matière de santé?

La menace de l'informatisation des données, c'est la perte de notre souveraineté médicale. On n'a pas envie d'avoir des médecins qui appliquent les algorithmes de Google.

Ces gigantesques entreprises savent analyser des données, les mouliner pour décider de nos goûts, et je n'ai pas envie de les voir s'emparer des informations dont nous disposons. Ce risque existe, mais nous le combattons.

La prise en charge du patient, ce n'est pas simplement la lecture de ses gènes et de ses images, c'est aussis emettre dans sa tête. On aura plus de données pour le connaître, et on aura toujours besoin d'intelligence humaine et de l'intelligence du cœur pour le soigner.

Vous êtes le père du RSA, vous avez été président d'Emmaüs France, aujourd'hui directeur de l'AP-HP. Quel est le fil rouge de votre parcours?

C'est la lutte contre la souffrance humaine, que l'on retrouve dans la lutte contre la pauvreté comme à l'hôpital. Je suis quelqu'un d'engagé. Ce qui met du sel dans la vie, ce ne sont pas les petits souvenirs mais les combats qu'on enfourche, les causes qu'on défend et les risques qu'on prend pour les servir.

(1) AP-HP: Assistance publiquehópitaux de Paris. (2) «L'Hópital à cœur ouvert », éditions Stock. 278 pages, 19 €.

NOUVELLE-AQUITAINE

LGV : Alain Rousset reçu par Édouard Philippe

TRANSPORTS Difficile vendredi pour le président de la Région Nouvelle-Aguitaine. Un TGV Paris-Bordeaux en retard de deux heures et une rage de dents pour couronner le tout. Alain Rousset ne peut même pas se consoler avec le rendez-vous que le Premier ministre Édouard Philippe lui a accordé hier matin, entre midi et treize heures, en compagnie de Carole Delga, la présidente PS d'Occitanie, et le maire de Toulouse Jean-Luc Moudenc, Les trois élus sont venus plaider la cause du GPSO (LGV Bordeaux-Toulouse et Bordeaux-Dax) plutôt amoché par le rapport de la commission Duron qui saucissonne le tracé Bordeaux-Toulouse en Bordeaux-Agen et Agen-Toulouse et renvoie le Bordeaux-Dax audelà de 2038, alors que les rails espagnols seront à la frontière en 2022. D'après Alain Rousset - qui a remis à Édouard Philippe le sondage « Sud Ouest » paru le 3 février, le Pre-

mier ministre ne ferme aucune porte mais n'en a pas vraiment ouvert non plus. « Mais dans ce type de dossiers, j'en ai l'habitude, il faut tout le temps monter au filet », assure Alain Rousset.

Flou autour du service national universel

ÉDUCATION/DÉFENSE | es contours du service national universel restent encore flous. « Ce sera un service qui, probablement, n'aura pas un caractère obligatoire, au sens où les gendarmes viendraient rechercher le réfractaire, mais ce sera un service qu'on cherchera à rendre attractif pour les jeunes afin qu'ils soient incités à le réaliser », a affirmé hier la ministre des Armées, Florence Parly, au micro de France Inter. À l'origine, Emmanuel Macron avait pourtant promis lors de la campagne présidentielle un service « obligatoire » d'une durée d'un mois et pour l'ensemble d'une même dasse d'âge, « soit environ 600 000 jeunes par an ». Mais le Conseil d'orientation des politiques de jeunesse a conseillé d'éviter « une rupture » dans le parcours scolaire, professionnel ou dans la vie personnelle des jeunes.

La diatribe qui ne passe pas

Tir groupé contre Territoires Charente et son ancien président Philippe Lavaud. En conseil municipal d'Angoulème, Vincent You est allé jusqu'à accuser Territoires Charente d'être « la machine à blanchir du PS». Faux, répond le premier fédéral du PS, Mohamed Hadj-Boaza, rejoint dans sa volonté de porter l'affaire en justice par Jean-François Dauré : le président PS de l'Agglo a fait part hier de son intention de « saisir le procureur de la République pour qu'une enquête soit diligentée afin que toute la lumière soit faite sur cette affaire ». Le PS en profite pour prendre officiellement ses distances avec Philippe Lavaud qui « ne réglait pas ses cotisations d'élu à la hauteur des montants décidés ». Seuls les opposants angoumoisins Kader Bouazza et Jean-Paul Pain viennent soute nir ce demier en dénonçant fermement les « accusations écœurantes » proférée en l'absence de l'ancien maire : « l'homme a sûrement bien des défauts, mais l'appât du gain ou l'abus de position n'en font pas partie ».

À demi-mot

Pas facile à suivre, Michel Gourinchas. Le maire de Cognac laisse planer le doute sur une candidature aux élections municipales de 2020. Mais au fil d'une conversation sur les rythmes scolaires, il glisse: « On en reparlera dans cinq ans. Enfin, ce ne sera plus avec moi. » Donc il ne se présente pas en 2020? « Dans cinq ans, si on calcule bien, c'est la mi-mandat », répond-il, énigmatique. Imaginerait-il transmettre son trône en 2023 à Jonathan Muñoz? Même celui-ci n'était pas au courant de l'hypothèse, et la récuse.

Le département en vigilance jaune neige et verglas

MÉTÉO La neige est tombée, hier, notamment en nord Charente. La RN 141 a même été coupée

Météo France place le département en vigilance jaune neige et verglas au moins jusqu'à ce matin 10 heures. C'est pourquoi la préfecture de la Charente appelle les usagers de la route à limiter le plus possible leurs déplacements et, en cas de nécessité, à respecter des principes de précautions.

En se renseignant notamment sur les conditions de circulation auprès du site Internet de Bison Futé et en facilitant également le passage des engins de dégagement des routes. Les services de l'État précisent que les précipitations neigeuses tombées notamment dans le nord de la Charente ont rendu les routes humides et glissantes.

La RN 141 coupée, hier

On a compté jusqu'à 5 centimètres de neige dans le Confolentais. Quelques flocons sont aussi tombés à Angoulême. Hier, des phénomènes glissants ont également été constatés vers Ruffec et Villefagnan. Les intempéries ont par ailleurs conduit la préfecture à faire ouvrir, hier à midi, une aire de stockage pour les poids lourds de plus de 7,5 tonnes « afin d'éviter tout risque d'accident et d'engorgement du réseau routier national ». Précisément, la RN 141 a été coupée de Taponnat-Fleurignac à Chasseneuil-sur-Bonnieure sur 5,7 kilomètres dans le sens Angoulême-Limoges. La capacité de cette aire de stockage était de 550 véhicules.

Quant aux véhicules légers, ils ont été invités à emprunter une déviation par la RD 941 pour rejoindre le giratoire de Chasseneuil-Nord. La route a été rouverte en fin d'après-midi.

Carte scolaire: la copie conforme au projet

ÉDUCATION Après un raté mardi, le conseil départemental de l'Éducation nationale s'est réuni hier soir. Peu de changements sont survenus

Mardi, le quorum n'avait pas été atteint. Dans une ambiance de grève nationale contre les réformes du lycée, du bac et le plan étudiants, les représentants des personnels et de la Fédération des conseils de parents d'élèves (PCPE) n'avaient pas souhaité siéger à la table des discussions du conseil départemental de l'Éducation nationale (CDEN). Ce n'était que partie remise. Hier soir, l'instance s'est réunie, ne devant plus répondre à l'obligation d'un quelconque quorum, pour examiner le projet de la carte scolaire 2018 dans le premier degré. Le syndicat enseignant Force ouvrière (FO) ne s'y est pas rendu, arguant sa désapprobation pour le scénario proposé et la faible dotation attribuée à la Charente.

Déjà, lundi, fait rare, trois des quatre organisations syndicales du secteur avaient voté contre le projet de carte scolaire présenté lors du comité technique spécial départemental.

Hier soir, Nicolas Gazaud, représentant Unsa, notait une évolution plutôt positive de la directrice académique. Il restait toutefois attentif à plusieurs situations, notamment aux fermetures d'écoles qui comptent des classes Ulis, Unité localisées pour l'inclusion scolaire (Cagouillet à Cognac, Maurice-Genevoix à La Rochefoucauld et Pierre-et-Marie-Curie à Confolens). Il se réjouissait de l'ouverture de cinq postes de remplaçants « même si ce la peu toujours être amélioré » et du respect du protocole rural.

Dansledétail

Ça donne quoi cette carte scolaire concrètement? La bonne nouvelle est pour l'école de Chassenon qui sort du couperet de la fermeture conditionnelle.



Pour manifester contre la fermeture d'une classe, les parents d'élèves ont bloqué l'école Curie de Confolens hier matin. PHOTO DR

Pour le reste, rien ne change réellement. Pis, pour Saint-Séverin qui voit l'ouverture conditionnelle d'une classe lui passer sous le nez.

Malgrétout, Richard Gazaud reste positif: « Le choix final est entre les mains de la directrice académique de l'Éducation nationale qui peut faire évoluer les choses jusqu'à la rentrée.»

Un pouvoir dont comptent bien user les parents de l'école des Eaux-Claires de Puymoyen qui ont apparemment fait entendre leur voix hier soir devant la préfecture de la Charente. À suivre.

Les ambassadeurs défendent le tourisme

GRAND-COGNAC L'office de tourisme a célébré ses ambassadeurs, 182 anonymes faisant la promotion du territoire

JONATHAN GUÉRIN j.guerin@sudouest.fr

ne soirée pour leur rendre hommage. Jeudi soir, l'office de tourisme a organisé un moment convivial au Crunch, à Cognac, pour célébrer ses ambassadeurs. Pour rappel, il s'agit d'habitants volontaires pourfaire, bénévolement, la promotion du territoire. « Ce sont eux qui savent le mieux vendre l'offre locale », résume Chantal Nadeau, vice-président de Grand-Cognac en charge du tourisme et à ce titre présidente de l'office du tourisme de l'Agglo.

Lors que l'opération a été lancée, en 2015, les ambassadeurs étaient moins de 80. Le chiffre s'élevait à 140 l'an dernier, et aujourd'hui 182 pour cette troisième année. « C'est la preuve qu'ils sont là dans la durée, s'est félicitée la présidente. Alors pour les remercier de leur fidélité et les motiver encore plus, nous récompensons le meilleur d'entre eux. »

L'heureuse élue s'appelle Françoise Gelé. Cette Cognaçaise a convaincu 35 personnes, en 2017, de venir avec elle en visite. « Dès qu'on a quelqu'un à la maison, on l'emmène voir du pays », résume-t-elle. Sa récompense : un voyage en montgolfière.



Françoise Gelé (au centre) a convaincu 35 amis de visiter la région. C'est la meilleure ambassadrice pour 2017. PHOTO LG.

Mais pour Grand-Cognac, le territoire ressort grand gagnant: « On sait très bien que le meilleur moyen de fairevenir les gens, c'est grâce aux amis ou à la famille, explique Chantal Nadeau. Et ici, ce système a bien pris. »

Un système gagnant-gagnant

Le contrat passé avec ces volontaires est simple : ils sont chargés de ramener le maximum de monde sur des sites touristiques, pour pouvoir bénéficier d'entrées gratuites.« On est parti du constat que près de 45 % des nuitées sont réalisées dans la famille ou chez des amis, explique Stéphanie Tonon, la directrice de l'office de tourisme. Ça représente environ 300 000 nuitées : c'est une part inexploitée et non négligeable. »

Cet échange de bons procédés permet ainsi de diriger les visiteurs vers des hôtels, des animations touristiques ou encore des restaurants. Huit nouveaux partenaires se sont greffés au projet en 2017, soit un total de 47 sites.

Bientôt la troisième tranche d'aménagement

La réunion du Conseil municipal s'est tenue mercredi et a porté sur l'aménagement du bourg avec la prochaine mise en place de la troisième tranche, conditionnelle 2, des travaux. Le maire Robert Guilloton a proposé de modifier, pour les trottoirs et espaces piétonniers, le revêtement en stabilisé par du béton lavé. Les plans pour l'implantation de la station de lavage vont être soumis à l'architecte des Bâtiments de France. Les travaux pour l'eau, l'électricité et l'assainissement devraient débuter à la fin de ce mois.

« Voisins solidaires »

Il faut toutefois signaler que, à la suite des modifications du tracé des canalisations effectuées en 2016, l'architecte n'avait pas refait les tracés sur les plans, ce qui a induit une erreur lors des plantations d'arbres offerts par les mécènes à la commune. En conséquence, il est impératif de déplacer les arbres qui se trouvent audessus des canalisations. Afin de ne pas prendre le risque d'endommager les plants, il a été convenu d'attendre l'hiver prochain pour les déplacer. Robert Guilloton a demandé que tous les plans de réseaux soient communiqués en mairie afin d'éviter que pareil inconvénient puisse se reproduire. Toujours à l'ordre du jour, l'en-



Le maire Robert Guilloton a réuni son Conseil mercredi. PHOTO C.G.

quête publique pour le plan local d'urbanisme (PLU) commencera le 27 février et sera suivie par Grand Cognac. Celleci est ouverte de 9 à 12 heures avec des permanences le 2, 12 et 21 mars, de 16 à 19 heures, à la mairie de Salles-d'Angles. L'enquête terminera le 30 mars, de 14 à 17 heures, à Grand Cognac. Si tout se passe bien, en octobre, le PLU devrait être accepté.

L'accent a ensuite été mis par Jean-Paul Brossard et Marcel Géron sur le nombre d'incivilités tant aux alentours de la salle polyvalente qu'à la zone du Pont Neuf où des sacs de déchets sont régulièrement déposés, jetés par des véhicules qui s'en débarrassent pour éviter de se rendre dans les déchetteries. Calitom va être contacté afin de mettre des bacs récepteurs à disposition et de prendre des mesures afin d'identifier les auteurs pour la suite à donner.

Robert Guilloton a évoqué le récent entretien avec la gendarmerie visantà programmer une opération « Voisins solidaires » pour la commune. À ce propos, une réunion publique d'information aura lieu à la salle polyvalente. La date sera communiquée prochainement.

Colette Guné

CHÂTEAUBERNARD

Le comité des fêtes fait le plein de projets

Dans leur local situé rue Pierre-Pinard, la table de travail est envahie de cartons et de prospectus. Patrick Ourtaau, le président du comité des fêtes, et Michel Lanceron, le trésorier, s'activent pour leur soirée cabaret. Le premier est rentré au comité des fêtes en 2008, le second en 2002. Tous deux ont des images plein la tête, bonnes et moins bonnes. Stars capricieuses, hautaines... on taira les noms! Côté coups de cœur, les deux hommes tomberont d'accord: les Chevaliers du Fiel auront laissé un souvenir impérissable.

Budget serré

Cette année, le spectacle automnal est en phase de conclusion et le comité des fètes va encore réduire la voilure. Dans un contexte budgétaire intercommunal serré, Patrick Ourtaau annonce la couleur : « On va essayer de faire deux petits spectacles et ne pas demander de subvention exceptionnelle (3 000 euros année dernière, NDLR), la subvention de fonctionnement (1 000 euros) couvrant la location du Castel. »

Avec 4 000 euros en 2017, l'association avait déjà amorcé le virage, rien voir avec 2015 et ses 13 000 euros de subvention (Dany Brillant en était la tête d'affiche). Michel Lanceron se souvient:« Quand ie suis arrivé à la trésorerie, la subvention était de 19 000 euros, » L'association termine l'année avec un résultat négatif de - 11 933 euros, la faute à une foire aux livres pluvieuse et, surtout, un spectacle des années 80 n'ayant pas rapporté suffisamment. La venue de 400 personnes n'épongera pas le déficit de 13 000 euros. L'association avait connu un précédent avec Dany Brillant. Pour « Référence 80 », Patrick Ourtaau partait sur un manque à gagner de 5 000 euros mais misait sur deux autres éléments : « Leur demier film devait sortir la semaine avant notre



Michel Lanceron et Patrick Ourtaau forment un tandem efficace. PHOTO S.B.

spectacle, une belle publicité. Et on y retrouvait les chanteurs que nous recevions. Seulement la sortie officielle ne s'est faite qu'au mois de décembre. On pensait aussi que Lio, installée du côté d'Aigre, allait ramener du monde. »« Peut-être que les gens commencent à se lasser des années 80 ? », s'interroge alors le président qui doit aussi composer avec la programmation nourrie du Castel.

Enthousiasme intact

Mais l'enthousiasme reste intact. Fort de 26 035 euros sur les comptes, le comité des fêtes a des projets plein la tête. Commençons par l'annulation de la biennale fête médiévale décidée par la municipalité (voir notre édition du 3 février). Cette année, l'association y assurait tout le volet restauration. « La première année, on avait servi 600 repas. Il y a deux ans, on était à 400 plateaux-repas », se remémore Patrick Ourtaau qui souhaite prendre le relais.« Je voudrais organiser une fête templière tous les ans avec un grand banquet public. Il nous faudrait chercher une petite troupe qui animerait musicalement la

journée. On trouverait des stands (emplacement gratuit) en lien avec les Templiers. On ferait cela devant la chapelle. Et puis on a déjà la décoration, les costumes. . . »

La fête du pain et de la caillebotte, le 13 mai prochain, verra, elle, la venue d'un « vrai » boulanger qui fera revivre le four communal, Jean-Yves Bretagne de Veillard. La Batucada, groupe de percussions brésiliennes égayera la manifestation de ses notes.

Oubliées les déconvenues pluvieuses de la foire aux livres, videgreniers et vinyles, le 16 septembre prochain le comité des fêtes communiquera bien en amont pour informer qu'ily aura une solution de repli par temps de pluie.

En outre, la vingtaine de membres de l'association se dote d'une commission communication publicité où les époux Dagnaud et Martin comptent bien mettre un groupe en place sur Facebook. Une relève d'idées qui fait du bien aussi physiquement. « Jusqu'à présent, on était deux, Michel et moi, à distribuer les 1 200 à 1 400 prospectus », convient Patrick Ourtaau.

Sandra Balian